

CONSEIL COMMUNAL DU 27 AVRIL 2020
GEMEENTERAAD VAN 27 APRIL 2020

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents Ariane Calmeyn, *Président/Voorzitter* ;
Aanwezig Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, Eric Bott, Jacqueline Destrée-Laurent, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer,
Echevin(e)s/Schepenen ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Aurélie Melard, Sonia Begyn, Quentin Deville, Philippe Vandemeulebroucke, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Adelaïde de Patoul, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Christine Versteegen, Laïla Anbari, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Margaux Hanquet, Kurt Deswert, Jean-Claude Van der Auwera, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusé Samantha Zamora, *Conseiller/Gemeenteraadslid*.
Verontschuldigd

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

27.04.2020/A/0001 **Communications.**

Conformément à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de pouvoirs spéciaux n° 2020/003 relatif au fonctionnement des organes communaux dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19, publié le 15/04/2020, cette séance du Conseil communal s'est tenue de manière virtuelle, par échange de courriels.

37 conseillers communaux ont communiqué leurs votes par courriel.

Le secrétaire communal a procédé personnellement à la vérification de l'authenticité des courriels échangés, par voie téléphonique. 36 conseillers ont confirmé leurs votes. Seule Mme Samantha ZAMORA n'a pu être contactée par téléphone. Elle est donc considérée comme absente pour la présente séance.

Mededelingen.

In overeenstemming met artikel 3 van het volmachtbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering nr. 2020/003 betreffende de werking van de gemeentelijke organen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19, gepubliceerd op 15/04/2020, werd deze vergadering van de Gemeenteraad op virtuele wijze gehouden, via uitwisseling van e-mails.

37 gemeenteraadsleden hebben hun stemmen per e-mail meegedeeld.

De gemeentesecretaris heeft persoonlijk de authenticiteit van de uitgewisselde e-mails per telefoon geverifieerd. 36 raadsleden hebben hun stemmen bevestigd. Alleen met mw. Samantha ZAMORA kon geen telefonisch contact opgenomen worden. Zij wordt dus beschouwd als afwezig voor deze vergadering.

27.04.2020/A/0002 **Approbation du procès-verbal du 16/03/2020.**

Le procès-verbal de la séance du 16/03/2020 est approuvé.

36 votants : 36 votes positifs.

Goedkeuring van het proces-verbaal van 16/03/2020.

Het proces-verbaal van de vergadering van 16/03/2020 wordt goedgekeurd.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

27.04.2020/A/0003 **Offre d'achat du 13/03/2020 de la SCRL L'HABITATION MODERNE à la commune - 499 parts sociales de la commune dans la SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN - Vente - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les statuts de la SCRL SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN (SCRL SCLM), constituée le 01/12/2011, dont le siège social est établi à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, Mont Saint-Lambert 2 et dont le numéro d'entreprise est le 841.594.665 ;

Considérant que la constitution de la SCRL SOCIÉTÉ COOPERATIVE DE LOGEMENT MOYEN est, en réalité, la continuation et la mise en œuvre d'une convention conclue le 11/10/2006 entre la Région bruxelloise, la SOCIÉTÉ DE LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE (SLRB) et la SISP L'HABITATION MODERNE, sise Mont Saint-Lambert 2 en c/c, dont l'article 11 dispose, plus particulièrement, que « *la gestion des logements moyens sera assurée, selon des modalités à arrêter par le Gouvernement ou, à défaut, selon une convention à établir entre la SLRB et le propriétaire et approuvée par la Région, par une société à créer et dans laquelle le propriétaire sera associé. La commune et le CPAS de Woluwe-Saint-Lambert et la Région peuvent également être associés. Aucun des associés ne pourra seul détenir ni la majorité des parts ni le pouvoir de décision.*

Le propriétaire assurera la gestion des logements sociaux construits dans ce cadre » ;

Considérant que les parts des coopérateurs de la SCLM se répartissent comme suit :

- la commune de Woluwe-Saint-Lambert : 499 parts sociales,
- la SISP L'HABITATION MODERNE : 499 parts sociales,
- l'ASBL Dimension + : 2 parts sociales ;

Considérant que 30 logements moyens ont été gérés par la SCRL SCLM en vertu de la convention du 03/10/2012 conclue entre la SOCIÉTÉ DU LOGEMENT DE LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE et la SISP L'HABITATION MODERNE et sont situés :

- chaussée de Stockel n° 240 bte 12, n° 248 btes 1 et 2,
- clos Van Ryn n° 1 bte 8, n° 2 btes 2 et 3, n° 3 btes 7, 8 et 10, n° 5 btes 1, 2, 3 et 6, n° 6 btes 2, 3 et 6, n° 8 btes 3 et 4, n° 10 btes 4, 5 et 6,
- clos André Lagasse n° 1 btes 4, 5 et 7, n° 3 btes 5 et 6, n° 5 btes 4, 5, 6 et 7 ;

Vu l'annexe à ladite convention du 03/10/2012 relative aux modalités de gestion des logements moyens qui stipule qu'en cas de modification du Code du logement permettant à la SISP L'HABITATION MODERNE de gérer des logements moyens, le contrat précité prendrait fin de plein droit sans indemnité (article 2 de l'annexe à la convention du 03/10/2012) ;

Vu le courrier du 26/03/2018 par lequel la SLRB informe M. Xavier LIÉNART, président de la SCRL SCLM, que : « *C'est précisément ce qui est advenu puisque depuis le 1^{er} mars 2018 les SISP peuvent mettre en location des logements moyens* » ;

Vu le nouvel article 67, 9° du Code bruxellois du logement qui stipule :

« Art. 67. Les SISP poursuivent des missions de service public et notamment : [...]

9° donner en location, moyennant l'accord de la SLRB, des logements modérés et moyens (au sens de l'article 2, § 2, du présent Code), dans le cadre de projets de construction et de rénovations d'ensemble (qui résultent en une augmentation du nombre de logements) » ;

Considérant que la SCRL L'HABITATION MODERNE, SISP, gère lesdits logements moyens depuis le 01/01/2020 ;

Considérant que la commune est propriétaire de 499 parts sociales dans le capital social de la SCRL SCLM ;

Considérant que la valorisation des parts a été demandée à Mme SPEGELAERE, réviseur d'entreprise au sein de la SRL BMA & ASSOCIES ;

Vu les procès-verbaux des 12/02/2020 du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de la SCRL SCLM qui prennent connaissance de la vente projetée entre les coopérateurs ;

Vu le procès-verbal du 19/02/2020 du Conseil d'administration la SCRL L'HABITATION MODERNE et le procès-verbal du 05/02/2020 de son Comité de gestion ;

Vu l'estimation du 03/03/2020 de Mme SPEGELAERE, réviseur d'entreprise, désignée par

la SCRL L'HABITATION MODERNE, proposant plusieurs méthodes d'évaluation des parts sociales (valeur patrimoniale, de rendement...) concluant à une valeur de la SCRL SCLM entre 110.000 EUR et 130.000 EUR ;

Vu l'offre faite le 13/03/2020 par la SISP L'HABITATION MODERNE d'acquérir les 499 parts sociales que détient la commune dans la SCLM pour 118,338 EUR par part sociale ;

Considérant qu'il est de l'intérêt de la commune de vendre ses parts sociales afin de se procurer des recettes financières supplémentaires visant à financer des besoins collectifs ;

Vu les articles 117 et 232 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

DECIDE :

- d'accepter l'offre d'achat du 13/03/2020 faite par la SISP L'HABITATION MODERNE, sise Mont Saint-Lambert 2 en c/c, à l'attention de commune de Woluwe-Saint-Lambert qui détient 499 parts sociales dans la SCRL SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN dont le siège est sis Mont Saint-Lambert 2 en c/c, pour un montant de 118,338 EUR par part sociale, soit 59.050,66 EUR pour les 499 parts sociales ;
- la vente desdites parts sociales appartenant à la commune de Woluwe-Saint-Lambert se fait sous condition suspensive de la non- suspension/annulation de l'opération par les autorités de tutelle respectives, à charge de chacune des parties de communiquer à l'autre la réalisation de ladite condition. Le transfert a lieu à la date d'expiration du dernier des deux délais susvisés.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoopbod van 13/03/2020 van de cvba DE MODERNE WONING aan de gemeente - 499 aandelen van de gemeente in de "SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN" - Verkoop - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de statuten van de cvba "SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN" (cvba SCLM), opgericht op 01/12/2011, met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Lambertusberg 2 en met ondernemingsnummer 841.594.665;

Overwegende dat de oprichting van de cvba "SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN" in werkelijkheid de voortzetting en uitvoering is van een overeenkomst die op 11/10/2006 werd gesloten tussen het Brussels Gewest, de BRUSSELSE GEWESTELIJKE HUISVESTINGSMAATSCHAPIJ (BGHM) en de OVM DE MODERNE WONING, gevestigd Sint-Lambertusberg 2 t/g, waarvan artikel 11 meer in het bijzonder bepaalt dat *"het beheer van de middelgrote woningen zal worden*

verzekerd, volgens door de Regering te bepalen voorwaarden of, bij gebrek daaraan, volgens een tussen de BGHM en de eigenaar op te stellen en door het Gewest goedgekeurde overeenkomst, door een nog op te richten vennootschap waarin de eigenaar een partner moet zijn. De gemeente en het OCMW van Sint-Lambrechts-Woluwe en het Gewest kunnen ook worden betrokken. Geen van de partners mag alleen de meerderheid van de aandelen of de beslissingsbevoegdheid hebben.

De eigenaar zal verantwoordelijk zijn voor het beheer van de sociale woningen die in dit kader worden gebouwd";

Overwegende dat de aandelen van de leden van de SCLM als volgt zijn verdeeld:

- de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe: 499 aandelen,
- de OVM DE MODERNE WONING: 499 aandelen,
- de vzw Dimension +: 2 aandelen;

Overwegende dat 30 middelgrote woningen werden beheerd door de cvba SCLM krachtens de overeenkomst van 03/10/2012 gesloten tussen de BRUSSELSE GEWESTELIKE HUISVESTINGSMAATSCHAPIJ (BGHM) en de OVM DE MODERNE WONING en zijn gevestigd:

- in de Stokkelse steenweg nr. 240 bus 12, nr. 248 bussen 1 en 2,
- Van Ryngaarde nr. 1 bus 8, nr. 2 bussen 2 en 3, nr. 3 bussen 7, 8 en 10, nr. 5 bussen 1, 2, 3 en 6, nr. 6 bussen 2, 3 en 6, nr. 8 bussen 3 en 4, nr. 10 bussen 4, 5 en 6,
- André Lagassegaarde nr. 1 bussen 4, 5 en 7, nr. 3 bussen 5 en 6, nr. 5 bussen 4, 5, 6 en 7;

Gelet op de bijlage bij de genoemde overeenkomst van 03/10/2012 betreffende de modaliteiten van het beheer van middelgrote woningen, die bepaalt dat in het geval van wijziging van de Huisvestingscode die de ovm DE MODERNE WONING toelaat middelgrote woningen te beheren, het genoemde contract automatisch zou eindigen zonder schadeloosstelling (artikel 2 van de bijlage bij de overeenkomst van 03/10/2012);

Gelet op de brief van 26/03/2018 waarmee de BGHM dhr. Xavier LIÉNART, voorzitter van de cvba SCLM, erover informeert dat: *"Dit is precies wat er gebeurd is aangezien sinds 1 maart 2018 de OVM's middelgrote woningen kunnen verhuren"*;

Gelet op het nieuwe artikel 67, 9° van de Brusselse Huisvestingscode dat bepaalt:

"Art. 67. De OVM's voeren opdrachten uit van openbardienstverlening en inzonderheid : [...]

9° het, middels het akkoord van de BGHM, te huur stellen van bescheiden en middelgrote woningen (in de zin van artikel 2, § 2 van deze Code) in het kader van bouw- en renovatieprojecten van groepen van woningen (die leiden tot een uitbreiding van het aantal woningen)";

Overwegende dat de cvba DE MODERNE WONING, OVM, de genoemde middelgrote woningen sinds 01/01/2020 beheert;

Overwegende dat de gemeente 499 aandelen in het aandelenkapitaal van de cvba SCLM bezit;

Overwegende dat de waardering van de aandelen werd gevraagd aan mw. SPEGELAERE, bedrijfsrevisor bij de bv BMA & ASSOCIES;

Gelet op de notulen van 12/02/2020 van de Raad van bestuur en de Algemene vergadering van de cvba SCLM die nota nemen van de geplande verkoop tussen de leden;

Gelet op de notulen van 19/02/2020 van de Raad van bestuur van de cvba DE MODERNE WONING en de notulen van 05/02/2020 van zijn Beheerscomitee;

Gelet op de raming van 03/03/2020 van mw. SPEGELAERE, bedrijfsrevisor, aangeduid door de cvba DE MODERNE WONING, die verschillende waarderingmethoden van de aandelen voorstelt (vermogenswaarde, rendement...) die uitkomt op een waarde van de cvba SCLM tussen 110.000 EUR en 130.000 EUR;

Gelet op het bod dat op 13/03/2020 werd uitgebracht door de OVM DE MODERNE WONING om de 499 aandelen van de gemeente in de SCLM te verwerven voor 118,338 EUR per aandeel;

Overwegende dat het in het belang van de gemeente is om haar aandelen te verkopen om extra financiële inkomsten te verkrijgen voor de financiering van collectieve behoeften;

Gelet op artikelen 117 en 232 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

BESLIST:

- het aankoopbod van 13/03/2020 van de OVM DE MODERNE WONING, gelegen Sint-Lambertusberg 2 t/g, aan de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe die 499 aandelen bezit in de cvba "SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE LOGEMENT MOYEN" met maatschappelijke zetel te Sint-Lambertusberg 2 t/g, te aanvaarden voor een bedrag van 118.338 EUR per aandeel, d.w.z. 59.050,66 EUR voor de 499 aandelen;
- de verkoop van de genoemde aandelen van de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe gebeurt onder de opschortende voorwaarde van de niet-opschorting/annulering van de verrichting door de respectieve toezichthoudende overheden, waarbij het de verantwoordelijkheid van elk van de partijen is om de andere partij op de hoogte te brengen van de vervulling van de genoemde voorwaarde. De overdracht vindt plaats op de datum waarop de laatste van de twee bovengenoemde termijnen afloopt.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

CABINET DU SECRÉTAIRE - KABINET VAN DE SECRETARIS

Sanctions administratives - Administratieve sancties

27.04.2020/A/0004 **Ordonnance de police du Conseil communal relative à la mise en place de sanctions administratives communales en application de l'arrêté royal n° 1 du 06/04/2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, notamment l'article 170 ;

Vu l'arrêté royal n° 1 du 06/04/2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales ;

Vu l'arrêté ministériel du 23/03/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, tel que modifié, notamment ses articles 1, 5, 8, 10 § 1^{er} et 11 ;

Vu les décisions du Conseil National de Sécurité du 27/03/2020 ;

Vu la loi du 15/05/2007 relative à la sécurité civile, telle que modifiée, notamment ses articles 182 et 187 ;

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, telle que modifiée ;

Vu la circulaire n° 06/2020 du 25/03/2020 du Collège des procureurs généraux près les Cours d'appel relative à la mise en œuvre judiciaire de l'arrêté ministériel du 24/03/2020 modifiant l'arrêté ministériel du 23/03/2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et relative à l'application de l'arrêté royal du 06/04/2020 portant sur le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales ;

Vu l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, telle que modifiée, en particulier son article 6 § 2 ;

Considérant le risque sanitaire du fait de la rapidité de la propagation de la pandémie du coronavirus et la nécessité de la contenir et de l'atténuer sur le territoire bruxellois afin de préserver la santé des citoyens ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est très contagieux et qu'il se transmet de personne à personne, par voie aérienne et par le contact physique ;

Considérant que seules les mesures promulguées par le Gouvernement fédéral portant la fermeture des commerces et magasins, l'arrêt des activités, la distanciation sociale et le

confinement sont de nature à endiguer la propagation du coronavirus COVID-19 et ainsi garantir la santé publique ;

Considérant que pour pallier les risques que présente le coronavirus COVID-19 pour la santé publique, les mesures ainsi promulguées par les autorités compétentes doivent être scrupuleusement respectées ;

Considérant qu'il ressort des différents constats et rapports des zones de police situées sur le territoire bruxellois ainsi que, plus généralement, des constats effectués par les autorités publiques concernant le comportement des citoyens sur le territoire communal, que les mesures susmentionnées ne sont pas systématiquement respectées ;

Considérant que pour assurer le respect de ces mesures, des sanctions peuvent être infligées ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 117, 119 et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/04/2020 ;

DECIDE d'arrêter une ordonnance de police relative à la mise en place de sanctions administratives communales en application de l'arrêté royal n° 1 du 06/04/2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales :

Article 1. Les fonctionnaires de police ou les agents de police dans le cadre de leurs compétences sont compétents pour constater les infractions visées à l'article 187 de la loi du 15/05/2007 relative à la sécurité civile, dans la mesure où celles-ci concernent le refus ou l'omission de respecter les mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 que l'arrêté ministériel du 23/03/2020 édicte à ses articles 1, 5 et 8, en application de l'article 182 de cette loi.

Article 2. Chaque infraction visée à l'article 1 fait l'objet d'une sanction administrative communale consistant en une amende de 250 EUR applicable aux contrevenants, pour autant qu'ils soient majeurs et capables.

Article 3. La procédure de sanction administrative sera menée devant le fonctionnaire sanctionnateur de la commune où a été constatée l'infraction, conformément à l'arrêté royal n° 1 du 06/04/2020 portant sur la lutte contre le non-respect des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 par la mise en place de sanctions administratives communales.

Article 4. En cas de concours et de récidive d'infractions visées à l'article 1 de la présente ordonnance, les infractions seront réprimées pénalement par le Ministère Public.

Article 5. La présente ordonnance n'est applicable que pour la durée de l'habilitation donnée au Roi en vertu de la loi du 27/03/2020 habilitant le Roi à prendre des mesures de lutte contre la propagation du coronavirus COVID-19.

Article 6. La circulaire du Collège des procureurs généraux est annexée à la présente ordonnance ; l'ordonnance et son annexe seront publiées par le Collège des bourgmestres et échevins sur le site internet de la commune et par affichage, à l'endroit habituel de l'affichage des publications officielles.

Article 7. La présente ordonnance de police entre en vigueur le 01/05/2020.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

36 votants : 36 votes positifs.

Politieverordening van de Gemeenteraad betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties in toepassing van het koninklijk besluit nr. 1 van 06/04/2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de Grondwet, met name artikel 170;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 1 van 06/04/2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op het ministerieel besluit van 23/03/2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, zoals gewijzigd, met name artikelen 1, 5, 8, 10 § 1 en 11;

Gelet op de beslissingen van de Nationale Veiligheidsraad van 27/03/2020;

Gelet op de wet van 15/05/2007 betreffende de civiele veiligheid, zoals gewijzigd, met name artikelen 182 en 187;

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd;

Gelet op de omzendbrief nr. 06/2020 van 25/03/2020 van het College van procureurs-generaal bij de Hoven van beroep betreffende de gerechtelijke handhaving van het ministerieel besluit van 24/03/2020 houdende wijziging van het ministerieel besluit van 23/03/2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 06/04/2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties;

Gelet op de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, met name artikel 6 § 2;

Overwegende het gezondheidsrisico ingevolge de snelle uitbreiding van de pandemie en de noodzaak om deze in te dijken en af te zwakken op het Brussels grondgebied om de volksgezondheid te beschermen;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 zeer besmettelijk is en dat het van persoon tot persoon, door de lucht en door fysiek contact wordt overgedragen;

Overwegende dat alleen de door de Federale Regering afgekondigde maatregelen, zoals de sluiting van handelszaken en winkels, de stopzetting van de activiteiten, de social distancing en de lockdown, de verspreiding van het coronavirus COVID-19 kunnen afremmen en zo de volksgezondheid kunnen garanderen;

Overwegende dat, om de risico's van het coronavirus COVID-19 voor de volksgezondheid te beperken, de aldus door de bevoegde autoriteiten afgekondigde maatregelen nauwgezet moeten worden nageleefd;

Overwegende dat uit de verschillende waarnemingen en rapporten van de politiezones op het Brussels grondgebied, alsook meer in het algemeen uit de waarnemingen van de overheid met betrekking tot het gedrag van de burgers op het gemeentelijk grondgebied, blijkt dat de bovenvermelde maatregelen niet systematisch worden nageleefd;

Overwegende dat, om de naleving van deze maatregelen te waarborgen, sancties kunnen worden opgelegd;

Overwegende dat de gemeenten het voorzien, ten behoeve van de inwoners, in een goede politie, met name over de zindelijkheid, de gezondheid, de veiligheid en de rust op openbare wegen en plaatsen en in openbare gebouwen tot taak hebben;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikelen 117, 119 en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/04/2020;

BESLUIT een politieverordening betreffende de invoering van gemeentelijke administratieve sancties in toepassing van het koninklijk besluit nr. 1 van 06/04/2020 betreffende de bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties uit te vaardigen:

Artikel 1. Politieambtenaren of politieagenten in het kader van hun bevoegdheden zijn bevoegd om de in artikel 187 van de wet van 15/05/2007 betreffende de civiele veiligheid bedoelde misdrijven vast te stellen, voor zover deze betrekking hebben op de weigering of de niet-uitvoering van de noodmaatregelen ter beperking van de verspreiding van het coronavirus COVID-19 die het ministerieel van 23/03/2020 bepaalt in de artikelen 1, 5 en 8, in toepassing van artikel 182 van deze wet, te bestraffen.

Artikel 2. Voor elke overtreding bepaald in artikel 1 wordt een gemeentelijke administratieve sanctie opgelegd, bestaande uit een geldboete van 250 EUR, die geldt voor meerderjarige en handelingsbekwame overtreeders.

Artikel 3. De administratieve sanctieprocedure zal worden gevoerd vóór de sanctionerende ambtenaar, overeenkomstig het koninklijk besluit nr. 1 van 06/04/2020 betreffende de

bestrijding van de niet-naleving van de dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken door de invoering van gemeentelijke administratieve sancties.

Artikel 4. In geval van samenloop en herhaling van strafbare feiten als bedoeld in artikel 1 van onderhavige verordening, worden de strafbare feiten strafrechtelijk bestraft door het Openbaar Ministerie.

Artikel 5. Deze verordening is slechts van toepassing voor de duur van de machtiging die aan de Koning wordt verleend krachtens de wet van 27/03/2020 die machtiging verleent aan de Koning om maatregelen te nemen in de strijd tegen de verspreiding van het coronavirus COVID-19.

Artikel 6. De omzendbrief van het College van procureurs-generaal wordt aan onderhavige verordening bijgevoegd; de verordening en de bijlage worden door het College van burgemeester en schepenen op de website van de gemeente gepubliceerd en door aanplakking op de gebruikelijke plaats van de officiële publicaties.

Artikel 7. Deze politieverordening treedt in werking op 01/05/2020.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden..

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

27.04.2020/A/0005 **Eco-quartier - Aménagement d'une prairie fleurie - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère opportun d'aménager une prairie fleurie dans l'éco-quartier ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/02/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère opportun d'aménager une prairie fleurie dans l'éco-quartier ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures,

notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1581 relatif au marché « Eco-quartier - Aménagement d'une prairie fleurie » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- EECOCUR SA, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
- QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
- ECOSEM, rue Laid Burniat 28 à 1325 Corroy-le-Grand ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76600/725-60, et qu'il sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1581 et le montant estimé du marché « Eco-quartier - Aménagement d'une prairie fleurie », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 50.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - EECOCUR SA, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
 - QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
 - ECOSEM, rue Laid Burniat 28 à 1325 Corroy-le-Grand ;
- de financer cette dépense par le crédit à inscrire à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2020.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente délibération sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Eco-wijk - Aanleg van een bloemenweide - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0006 **Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75 - Villa Mousin - Remplacement de châssis et des vitrages - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firmes à consulter : 5 - Dépense : 20.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement des châssis et vitrages à la Villa Mousin ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale :

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder au remplacement des châssis et vitrages à la Villa Mousin ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1585 relatif au marché « ID 1585 - Ecole le 75 - Villa Mousin - Remplacement châssis et vitrages » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 20.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
- TECHNI-VERRE SPRL, avenue de Joli-Bois 2 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
- GAUME, rue du Pays-Bas 4 à 6061 Montignies-sur-Sambre,
- MENUISERIE MOUTON J. & FILS, route de Mons-Maubeuge 41 à 7041 Havay,
- CHASSIS DIFFUSION, rue Scailquin 60 bte 139 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 74160/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1585 et le montant estimé du marché « ID 1585 - Ecole le 75 - Villa Mousin - Remplacement châssis et vitrages », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 20.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - TECNOFLEX SPRL, chaussée de Vilvorde 156B à 1120 Bruxelles (Neder-Over-Heembeek),
 - TECHNI-VERRE SPRL, avenue de Joli-Bois 2 à 1150 Woluwe-Saint-Pierre,
 - GAUME, rue du Pays-Bas 4 à 6061 Montignies-sur-Sambre,
 - MENUISERIE MOUTON J. & FILS, route de Mons-Maubeuge 41 à 7041 Havay,
 - CHASSIS DIFFUSION, rue Scailquin 60 bte 139 à 1210 Saint-Josse-ten-Noode ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit à l'article 74160/724-60/1066 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;

- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

"Ecole supérieure des Arts de l'image LE 75" - Villa "Mousin" - Vervanging van kozijnen en beglazing - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 20.000 incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0007 **Divers travaux de plantations ponctuels - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir divers travaux de plantations ponctuels ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 05/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de prévoir divers travaux de plantations ponctuels ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1589 relatif au marché « Divers travaux de plantations ponctuels » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- EECOCUR SA, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
- QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
- KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76600/725-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1589 et le montant estimé du marché « Divers travaux de plantations ponctuels », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 50.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - EECOCUR SA, rue de Tronquoy 47 à 5380 Fernelmont,
 - QUINTELIER FRERES SA, rue des Trois Fontaines 24 à 1370 Jodoigne,
 - KRINKELS SA, boulevard Auguste Reyers 80 à 1030 Schaerbeek ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76600/725-60/1423.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verscheidene eenmalige beplantingswerken - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0008 **Fourniture d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firmes à consulter : 5 - Dépense : 50.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'achat d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1583 relatif au marché « Fourniture d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 50.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- MORTIER GEBROEDERS, Zuidlaan 201 à 9230 Wetteren,
- Pépinière HAMBLENNE, Trieu Martin 18 à 5024 Namur,
- Pépinières Philippe BONNET-DELANGRE, rue du Château 6 à 7621 Lesdain,
- Boomkwekerijen M. VAN DEN OEVER, Kerkeind 12 à 5076 ZG Haaren (Pays-Bas),
- Guy LEMAIRE ET FILS, rue de la Pépinière 1 à 5590 Leignon-Ciney ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 76600/725-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 et sera financé par un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1583 et le montant estimé du marché « Fourniture d'arbres, d'arbustes et de plantes vivaces », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 50.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - MORTIER GEBROEDERS, Zuidlaan 201 à 9230 Wetteren,
 - Pépinière HAMBLENNE, Trieu Martin 18 à 5024 Namur,
 - Pépinières Philippe BONNET-DELANGRE, rue du Château 6 à 7621 Lesdain,
 - Boomkwekerijen M. VAN DEN OEVER, Kerkeind 12 à 5076 ZG Haaren (Pays-Bas),
 - Guy LEMAIRE ET FILS, rue de la Pépinière 1 à 5590 Leignon-Ciney ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76600/725-60/1183.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Levering van bomen, struiken en doorlevende planten - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 50.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop bomen, struiken en doorlevende planten;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/03/2020;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop bomen, struiken en doorlevende planten;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 139.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2020-1583 betreffende de opdracht “Levering van bomen, struiken en doorlevende planten”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 50.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te plaatsen door een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat voorgesteld wordt om volgende leveranciers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- MORTIER GEBROEDERS, Zuidlaan 201 te 9230 Wetteren,
- Pépinière HAMBLENNE, Trieu Martin 18 te 5024 Namur,
- Pépinières Philippe BONNET-DELANGRE, rue du Château 6 te 7621 Lesdain,
- Boomkwekerijen M. VAN DEN OEVER, Kerkeind 12 te 5076 ZG Haaren

(Nederland),

- Guy LEMAIRE ET FILS, rue de la Pépinière 1 te 5590 Leignon-Ciney;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76600/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020 en dat de uitgave gefinancierd zal worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2020-1583 en de raming voor de opdracht “Levering van bomen, struiken en doorlevende planten”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 50.000 EUR incl. btw;
- de opdracht te plaatsen door een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende leveranciers te raadplegen in het kader van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - MORTIER GEBROEDERS, Zuidlaan 201 te 9230 Wetteren,
 - Pépinière HAMBLENNE, Trieu Martin 18 te 5024 Namur,
 - Pépinières Philippe BONNET-DELANGRE, rue du Château 6 te 7621 Lesdain,
 - Boomkwekerijen M. VAN DEN OEVER, Kerkeind 12 te 5076 ZG Haaren (Nederland),
 - Guy LEMAIRE ET FILS, rue de la Pépinière 1 te 5590 Leignon-Ciney;
- de uitgave goed te keuren, die op artikel 76600/725-60/1183 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020 ingeschreven wordt.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën;

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du matériel horticole ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir du matériel horticole ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1601 relatif au marché « ID 1601 - Achat de matériel horticole » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 97.800 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- PROVERT, boulevard Henri Rolin 3 à 1410 Waterloo,
- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 à 1461 Haut-Ittre,
- VANHIE, Vilvoordesteenweg 172 à 1860 Meise,
- ECHELLES PIRET, Petite rue de la Gare 13 à 1420 Braine-l'Alleud,
- ESPRITT BVBA, Diestsesteenweg 712 à 3010 Kessel-Lo ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de

l'exercice 2020, aux articles 76600/744-51 (69.800 EUR) et 87800/744-51 (28.000 EUR) et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1601 et le montant estimé du marché « ID 1601 - Achat de matériel horticole », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 97.800 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - PROVERT, boulevard Henri Rolin 3 à 1410 Waterloo,
 - HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 à 1461 Haut-Ittre,
 - VANHIE, Vilvoordesteeweg 172 à 1860 Meise,
 - ECHELLES PIRET, Petite rue de la Gare 13 à 1420 Braine-l'Alleud,
 - ESPRITT BVBA, Diestseesteeweg 712 à 3010 Kessel-Lo ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux articles 76600/744-51/3012 (69.800 EUR) et 87800/744-51/3013 (28.000 EUR) du budget extraordinaire de l'exercice 2020.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Tuinbouwmaterieel - Aankoop - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Uitgave: 97.800 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van tuinbouwmateriaal

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/04/2020;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van tuinbouw materiaal;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 139.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2020-1601 betreffende de opdracht “ID 1601 - Aankoop van tuinbouw materiaal”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 97.800 EUR incl. btw;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- PROVERT, boulevard Henri Rolin 3 te 1410 Waterloo,
- HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 te 1461 Haut-Ittre,
- VANHIE, Vilvoordesteenweg 172 te 1860 Meise,
- ECHELLES PIRET, Petite rue de la Gare 13 te 1420 Braine-l'Alleud,
- ESPRITT bvba, Diestsesteenweg 712 te 3010 Kessel-Lo;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020, op artikelen 76600/744-51 (69.800 EUR) en 87800/744-51 (28.000 EUR) en dat de financiering gebeurt door afhouding van het buitengewoon reservefonds;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. 2020-1601 en de raming voor de opdracht “ID 1601 - Aankoop van tuinbouw materiaal”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 97.800 EUR incl. btw;

- bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - PROVERT, boulevard Henri Rolin 3 te 1410 Waterloo,
 - HORTICOLE BERNARD BODART, chaussée de Nivelles 37 te 1461 Haut-Ittre,
 - VANHIE, Vilvoordesteeweg 172 te 1860 Meise,
 - ECHELLES PIRET, Petite rue de la Gare 13 te 1420 Braine-l'Alleud,
 - ESPRITT bvba, Diestsesteenweg 712 te 3010 Kessel-Lo;
- de uitgave voor deze opdracht wordt ingeschreven op artikelen 76600/744-51/3012 (69.800 EUR) en 87800/744-51/3013 (28.000 EUR) van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020.

Deze uitgave zal gefinancierd worden door afhouding van het buitengewoon reservefonds.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.04.2020/A/0010 **Propreté publique et Espaces verts - Deux picks-ups CNG - Acquisition - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firmes à consulter : 5 - Montant estimé : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir deux picks-ups pour les équipes Propreté publique et Espaces verts ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir deux picks-ups pour les équipes Propreté publique et Espaces verts ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de

139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le rapport du conseiller en prévention du 17/02/2020 ;

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1600 relatif au marché « Fourniture de 2 picks-ups CNG » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- PEUGEOT MEISER - PDS SA, avenue Jacques Georgin 15-19 à 1030 Schaerbeek,
- RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM / DACIA SA, chaussée de Louvain 662 à 1030 Schaerbeek,
- MERCEDES-BENZ EUROPA SA, chaussée de Louvain 1150 en c/c,
- BRUSSELS TRUCK CENTER, Zone Maalbeek, Rijshout 10 à 1702 Groot-Bijgaarden,
- FORD MOTOR COMPANY (BELGIUM) SA, avenue du Hunderenveld 10 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;

Considérant qu'il est proposé de lancer la procédure et d'envoyer les invitations à présenter une offre le 10/04/2020 ;

Considérant que la date du 05/05/2020 à 16h30 est proposée comme date limite d'introduction des offres ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à raison de 50.000 EUR à l'article 87500/743-52 et de 50.000 EUR à l'article 76600/741-52 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de lancer la procédure négociée sans publication préalable visant l'attribution du marché « ID1600 - Fourniture de 2 picks-ups CNG » ;
- de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure

négociée sans publication préalable :

- PEUGEOT MEISER - PDS SA, avenue J. Georgin 15-19 à 1030 Schaerbeek,
 - RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM / DACIA SA, chaussée de Louvain 662 à 1030 Schaerbeek,
 - MERCEDES-BENZ EUROPA SA, chaussée de Louvain 1150 en c/c,
 - BRUSSELS TRUCK CENTER, Zone Maalbeek, Rijshout 10 à 1702 Groot-Bijgaarden,
 - FORD MOTOR COMPANY (BELGIUM) SA, avenue du Hunderenveld 10 à 1082 Berchem-Sainte-Agathe ;
- de fixer la date limite pour faire parvenir les offres à l'administration au 05/05/2020 à 16h30 ;
 - de financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à raison de 50.000 EUR à l'article 87500/743-52/3281 et de 50.000 EUR à l'article 76600/741-52/3280 et sera financé par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Openbare reinheid en Groene ruimtes - Twee CNG picks-ups - Aankoop - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 5 - Geraamd bedrag: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van twee picks-ups voor de ploegen Openbare reinheid en Groene ruimtes;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de aankoop van twee picks-ups voor de ploegen Openbare reinheid en Groene ruimtes;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1-1° a) (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 139.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90 lid 1-1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het verslag van de preventieadviseur van 17/02/2020;

Gelet op het bestek met nr. 2020-1600 betreffende de opdracht “Levering van 2 pick-ups CNG”;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- PEUGEOT MEISER - PDS nv, Jacques Georinlaan 15-19 te 1030 Schaerbeek,
- RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM / DACIA nv, Leuvensesteenweg 662 te 1030 Schaarbeek,
- MERCEDES-BENZ EUROPA nv, Leuvensesteenweg 1150 t/g,
- BRUSSELS TRUCK CENTER, Zone Maalbeek, Rijshout 10 te 1702 Groot-Bijgaarden,
- FORD MOTOR COMPANY (BELGIUM) nv, Hunderenveldlaan 10 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;

Overwegende dat wordt voorgesteld om de plaatsingsprocedure op te starten en de uitnodigingen tot offerte op 10/04/2020 te verzenden;

Overwegende dat 05/05/2020 om 16u30 wordt voorgesteld als limietdatum voor het indienen van de offertes;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020, ten bedrage van 50.000 EUR op artikel 87500/743-52 en 50.000 EUR op artikel 76600/743-52 en dat de uitgave uit het buitengewone reservefonds zal worden gefinancierd;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking voor de opdracht “ID1600 - Levering van 2 pick-ups CNG” wordt opgestart;
- volgende ondernemers worden uitgenodigd om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- PEUGEOT MEISER - PDS nv, Jacques Georinlaan 15-19 te 1030 Schaerbeek,
- RENAULT RETAIL GROUP BELGIUM / DACIA nv, Leuvensesteenweg 662 te 1030 Schaerbeek,
- MERCEDES-BENZ EUROPA nv, Leuvensesteenweg 1150 t/g,
- BRUSSELS TRUCK CENTER, Zone Maalbeek, Rijshout 10 te 1702 Groot-Bijgaarden,
- FORD MOTOR COMPANY (BELGIUM) nv, Hunderenveldlaan 10 te 1082 Sint-Agatha-Berchem;
- de offertes dienen het bestuur ten laatste te bereiken op 05/05/2020 om 16u30;
- de uitgave voor deze opdracht wordt ingeschreven in de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020, ten bedrage van 50.000 EUR op artikel 87500/743-52/3281 en 50.000 EUR op artikel 76600/743-52/3280 en zal uit het buitengewone reservefonds gefinancierd worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.04.2020/A/0011 **Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles en 2020 - Procédure de négociée sans publication préalable - Cahier spécial des charges - Firme à consulter : 4 - Dépense : 100.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de désigner un coordinateur sécurité et santé afin d'assurer la mission de coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles en 2020 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu le cahier spécial des charges n° 2020-1593 relatif au marché « Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles en 2020 » ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1-1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de

139.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 alinéa 1-1° ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- CREA SA, allée du Bois de Bercuit 75 à 1390 Grez-Doiceau,
- COSEP SA, rue Fond Cattelain 5 à 1435 Mont-Saint-Guibert,
- GATHY SPRL, allée de la Fragne 14 à 1400 Nivelles,
- COSEAS SPRL, rue de l'Eglise 21 à 1315 Incourt ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera à inscrire aux divers articles du budget extraordinaire de l'exercice 2020 en fonction des besoins relatifs aux marchés liés ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier spécial des charges n° 2020-1593 et le montant estimé du marché « Coordination en matière de chantiers temporaires et mobiles en 2020 », les conditions étant fixées comme prévu au cahier spécial des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 100.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - CREA SA, allée du Bois de Bercuit 75 à 1390 Grez-Doiceau,
 - COSEP SA, rue Fond Cattelain 5 à 1435 Mont-Saint-Guibert,
 - GATHY SPRL, allée de la Fragne 14 à 1400 Nivelles,
 - COSEAS SPRL, rue de l'Eglise 21 à 1315 Incourt ;
- d'inscrire cette dépense aux divers articles du budget extraordinaire de l'exercice 2020 en fonction des besoins relatifs aux marchés liés.

Le mode de financement sera similaire à celui des travaux auxquels la mission se rapporte.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Coördinatie van tijdelijke en mobiele bouwplaatsen in 2020 -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te
raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 100.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0012 **Crèche Les Coquelicots - Eplucheuse professionnelle - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : VERRE ET COUVERT - Dépense : 2.172,56 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Crèches, il s'indique d'acquérir une éplucheuse de pommes de terre professionnelle pour la crèche Les Coquelicots ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 20/02/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Crèches, il s'indique d'acquérir une éplucheuse de pommes de terre professionnelle pour la crèche Les Coquelicots ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 2.172,56 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense à l'article 84400/744-98 du budget

extraordinaire de l'exercice 2020 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme VERRE ET COUVERT, chaussée de Louvain 696 à 1030 Schaerbeek, pour la fourniture d'une épilucheuse de pommes de terre professionnelle pour la crèche Les Coquelicots, aux conditions de son offre du 11/02/2020, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 2.172,56 EUR TVAC, inscrite à l'article 84400/744-98/978 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Kinderdagverblijf "Les Coquelicots" - Professionele aardappelschiller - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: VERRE ET COUVERT - Uitgave: 2.172,56 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0013 **Crèche Les Coquelicots - Auto-laveuse et accessoires - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BOMA - Dépense : 4.867,79 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Kinderdagverblijf "Les Coquelicots" - Schrobzuigmachine en toebehoren - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BOMA - Uitgave: 4.867,79 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een schrobzuigmachine en toebehoren voor het kinderdagverblijf "Les Coquelicots";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 19/03/2020;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop van een schrobzuigmachine en toebehoren voor het kinderdagverblijf “Les Coquelicots”;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Gelet op de offerte van de firma BOMA, Imperiastraat 6 te 1930 Zaventem;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 84400/744-98 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020;

Overwegende dat voorgesteld wordt om 4.867,79 EUR incl. btw vast te leggen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming van 4.867,79 EUR incl. btw voor de aankoop van een schrobzuigmachine en toebehoren voor het kinderdagverblijf “Les Coquelicots”;
- bovengenoemde opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma BOMA, Imperiastraat 6 te 1930 Zaventem;
- de betaling uit te voeren overeenkomstig de bepalingen van de offerte en met het krediet ingeschreven op artikel 84400/744-98/2956 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering van de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.04.2020/A/0014 **Musée communal - Restauration du lustre en cristal style Baccarat - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : GOOSSE - Dépense : 3.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Culture, il s'indique de procéder à la restauration du lustre en cristal style Baccarat du musée communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Culture, il s'indique de procéder à la restauration du lustre en cristal style Baccarat du musée communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à 3.500 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible à l'article 77100/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme GOOSSE, rue Lileutige 114 à 4140 Sprimont, pour la restauration du lustre en cristal style

Baccarat du musée communal, aux conditions de son offre du 02/03/2020 et en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense de maximum 3.500 EUR TVAC, inscrite à l'article 77100/749-51/3198 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;
- de prélever les fonds nécessaires au paiement de cette dépense sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijk museum - Restauratie van de Baccarat kristallen kroonluchter - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van leverancier: GOOSSE - Uitgave: 3.500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0015 **Equipe Garage - Décalamineuse - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : HHOCARBON SCS - Dépense : 7.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une décalamineuse pour l'équipe Garage ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 12/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une décalamineuse pour l'équipe Garage ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 9.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été consultés :

- HHOCARBON SCS : 7.477,80 EUR TVAC,
- GREEN MOTOR : 8.990 EUR TVAC,
- CARBON CLEANING/POWER SYSTEM : 9.000 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13600/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé à 9.000 EUR TVAC du marché relatif à la fourniture d'une décalamineuse pour l'équipe Garage ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse (sur la base du prix), soit HHOCARBON SCS (BE 0698.637.748), avenue Louise 251 à 1050 Ixelles, pour le montant d'offre contrôlé de 7.477,80 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 7.500 EUR TVAC ;
- d'inscrire cette dépense à l'article 13600/744-98/2503 du budget extraordinaire de l'exercice 2020.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Ploeg Garage - Walshuidverwijderaar - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: HHOCARBON SCS - Uitgave: 7.500 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0016 **Ecole Vervloesem - Fourniture et pose de stores - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LOUVERS - Dépense : 3.320 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

School "Vervloesem" - Levering en plaatsing van rolgordijnen - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LOUVERS - Uitgave: 3.320 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en de plaatsing van rolgordijnen in de school "Vervloesem";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot de aankoop en de plaatsing van rolgordijnen in de school "Vervloesem";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Gelet op de offerte van de firma LOUVERS, Hermesstraat 7 te 1930 Zaventem, ten bedrage van 3.319,06 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave van 3.320 EUR incl. btw voor deze opdracht voorzien is op artikel 72200/724-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de raming van 3.320 EUR incl. btw voor de opdracht voor de aankoop en de plaatsing van rolgordijnen in de school “Vervloesem”;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma LOUVERS, Hermesstraat 7 te 1930 Zaventem;
- de betaling uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 72200/724-60/3177 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2020.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.04.2020/A/0017 **Complexe sportif Poséidon - Mission PEB pour la rénovation des façades - Marché de service - Désignation du prestataire : AZERO - Dépense : 2.069,10 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de désigner un conseiller PEB pour la rénovation des façades du complexe sportif Poséidon ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de désigner un conseiller PEB pour la rénovation des façades du complexe sportif Poséidon ;

Considérant que la mission PEB fait partie du projet n° 2 du Plan triennal pour les infrastructures sportives communales (PTIS) 2018-2020, intitulé « Poséidon - isolation façades et remplacement de châssis et conseiller PEB » et référencé WSL_2019_00461_02 ;

Considérant dès lors qu'un subside de 50 % minimum était attendu du département Bruxelles Pouvoirs locaux du Service public régional de Bruxelles pour le projet n° 2 du PTIS ;

Considérant que tous les dossiers PTIS sont actuellement en suspens, faute de crédits de liquidation ;

Vu le courrier du Ministre des Pouvoirs locaux du 23/12/2019 ;

Considérant que la désignation d'un conseiller PEB permettrait d'avancer dans le projet de rénovation des façades du Poséidon en attendant le déblocage des PTIS et sans mettre en péril la possibilité de subsidiation des travaux d'isolation des façades ;

Considérant qu'il y a lieu dès lors de modifier la demande de subside en retirant du projet n° 2 du PTIS la partie « conseiller PEB » et d'en informer le service compétent du SPRB ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 10.000 EUR ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que 2 offres sont parvenues à l'administration :

- AZERO, rue Edouard Michiels 7 a à 1180 Uccle : 2.069,10 EUR TVAC,
- SECA-BENELUX SPRL, boulevard Paepsem 18 A à 1070 Anderlecht : 9.256,50 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, d'attribuer ce marché au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit AZERO, enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° BE 0726.342.136, rue Edouard Michiels 7 a à 1180 Uccle, pour le montant d'offre contrôlé de 2.069,10 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76420/724-60 et que la dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant de 2.069,10 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le montant estimé de 10.000 EUR du marché « Poséidon - Mission PEB pour la rénovation des façades » ;
- de considérer les offres d'AZERO et SECA-BENELUX SPRL comme complètes et régulières ;
- d'attribuer ce marché de faible montant au soumissionnaire ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse, soit AZERO, enregistré à la Banque-Carrefour des Entreprises sous le n° BE 0726.342.136, rue Edouard Michiels 7 a à 1180 Uccle, pour le montant d'offre contrôlé de 2.069,10 EUR TVAC ;
- de modifier la demande de subside en retirant du projet n° 2 du PTIS la partie « conseiller PEB » et d'en informer le service compétent du SPRB ;
- d'approuver le paiement suivant les dispositions prévues dans l'offre et par le crédit prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 76420/724-60 sur lequel un montant de 2.069,10 EUR sera engagé.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Sportcomplex Poseidon - EPB-missie voor de renovatie van de gevels - Opdracht van diensten - Aanduiding van de ondernemer: AZERO - Uitgave: 2.069,10 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.04.2020/A/0018 **Rue Saint Lambert 118 - Revêtement de sol - Remplacement - Marché de faible montant - Désignation de la firme : EURAGROUP - Dépense : 14.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme d'investissement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'immeuble sis rue Saint Lambert 118 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 19/03/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine - Propriétés communales, il s'indique de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'immeuble sis rue Saint Lambert 118 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 14.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme EURAGROUP, rue Gaucheret 166 à 1030 Schaerbeek ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est disponible au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 92200/724-60, moyennant la modification du programme des investissements avec pour intitulé « Rue Saint Lambert 118 - Revêtement de sol - Remplacement » ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme EURAGROUP, rue Gaucheret 166 à 1030 Schaerbeek, afin de procéder au remplacement du revêtement de sol de l'immeuble sis rue Saint Lambert 118, conformément à son offre du 19/11/2019 d'un montant de 13.310,63 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'inscrire la dépense estimée à maximum 14.000 EUR TVAC à l'article 92200/724-60/2788 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Rue Saint Lambert 118 - Revêtement de sol - Remplacement ».

Cette dépense sera couverte au moyen d'un prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et

DECIDE :

- de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 92200/724-60 du budget extraordinaire 2020 avec pour intitulé « Rue Saint Lambert 118 - Revêtement de sol - Remplacement ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Sint-Lambertusstraat 118 - Vloerbekleding - Vervanging - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de firma: EURAGROUP - Uitgave: 14.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad neemt kennis van de beraadslaging en keurt de wijziging van de investeringsprogramma goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0019 **Dépôt communal - Pose d'un adoucisseur en amont des machines à laver - Acquisition - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : EAU 12 - Dépense : 1.370 EUR TVAC - Information - Modification du programme d'investissement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire d'installer un adoucisseur en amont des machines à laver au dépôt communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'avère nécessaire d'installer un adoucisseur en amont des machines à laver au dépôt communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant de ce marché s'élève à maximum 1.370 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant qu'il est proposé d'attribuer ce marché à la firme EAU 12, Quatre-Vents 14 à 7863 Lessines ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2020, à l'article 13700/724-60 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme EAU 12, Quatre-Vents 14 à 7863 Lessines, afin d'installer l'adoucisseur en amont des machines à laver au dépôt communal, conformément à son offre du 11/02/2020, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 1.361,25 EUR TVAC ;
- d'engager un montant de 1.370 EUR TVAC à l'article 13700/724-60/3374 du budget extraordinaire de l'exercice 2020 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier l'intitulé du programme d'investissement du budget de l'exercice 2020 en conséquence.

Cette dépense sera couverte au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et approbation de la modification du programme d'investissement du budget de l'exercice 2020, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

et

DECIDE d'approuver la modification du programme d'investissement du budget de l'exercice 2020 en conséquence.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Gemeentelijk depot - Installatie van een waterontharder voor de wasmachines - Aankoop - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: EAU 12 - Uitgave: 1.370 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad neemt kennis van de beraadslaging en keurt de wijziging van de investeringsprogramma goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0020 **Acquisition de véhicules à carburants alternatifs - Centrale d'achat de SIBELGA - Adhésion - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il y a lieu d'adhérer à la centrale d'achat organisée par SIBELGA pour l'achat de véhicules à carburants alternatifs ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'intérêt pour la commune de Woluwe-Saint-Lambert de recourir à cette centrale d'achat afin d'éviter le double emploi de personnel, de capacités, de moyens budgétaires et de matériel ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/03/2020 ;

DECIDE :

- d'adhérer à la centrale d'achat de l'intercommunale SIBELGA pour l'acquisition de véhicules à carburants alternatifs ;
- d'approuver le règlement régissant cette centrale d'achat.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Aankoop van voertuigen met alternatieve brandstoffen - Aankoopcentrale van SIBELGA - Toetreding - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt toe te treden tot de aankoopcentrale van SIBELGA voor de aankoop van voertuigen met alternatieve brandstoffen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat artikel 2, 6° van de wet van 17/06/2016 een aankoopcentrale, aanbestedende overheid, toelaat opdrachten te plaatsen met betrekking tot werken, leveringen en diensten die bestemd zijn voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 § 2 van de wet van 17/06/2016 waarin wordt bepaald dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een aankoopcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een plaatsingsprocedure te organiseren;

Gelet op het belang voor Sint-Lambrechts-Woluwe om een beroep te doen op die aankoopcentrale teneinde het dubbel werk van personeel, de capaciteiten, de budgettaire middelen te vermijden evenals het materieel;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/03/2020;

BESLIST:

- toe te treden tot de aankoopcentrale van de intercommunale SIBELGA voor de aankoop van voertuigen met alternatieve brandstoffen;
- het reglement goed te keuren dat die aankoopcentrale regelt.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-Président van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Sports - Sport

27.04.2020/A/0021 **Service Sports - Chèques sport - Modalités d'octroi - Modifications - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevins a approuvé, en sa séance du 06/03/2008, les dispositions et modalités d'octroi des chèques sport dont la gestion des dossiers était assurée par l'ASBL Fonds sportif ;

Considérant que le Collège des bourgmestre et échevins a pris connaissance, en sa séance du 02/09/2010, d'un complément à ces dispositions et modalités d'octroi ;

Considérant que l'ASBL JJJY - Fonds sportif, en raison de sa prochaine dissolution, a cessé d'assurer la gestion des dossiers de demande relatifs aux chèques sport et à leur octroi ;

Considérant que cette mission sera désormais assurée par un service communal ;

Considérant qu'il convient d'adopter un règlement visant à garantir l'accès au sport au plus grand nombre ;

Considérant que des crédits seront inscrits à l'article 76400/331-01 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 26/03/2020 ;

DECIDE d'approuver le règlement ci-dessous :

RÈGLEMENT RELATIF À L'OCTROI DES CHÈQUES SPORT

Article 1^{er}.

Le Collège des bourgmestre et échevins octroie, aux conditions énumérées au présent règlement, un chèque sport, ci-après mentionné « CS », aux personnes, domiciliées à Woluwe-Saint-Lambert, qui sont parents ou assument l'autorité parentale d'un ou de plusieurs enfants âgés de 6 à 18 ans, au moment de l'introduction de la demande, et domiciliés dans la commune.

Article 2.

Peuvent introduire une demande d'octroi d'un CS les personnes visées à l'article 1^{er} dont les revenus de l'année qui précède celle de la demande correspondent aux critères permettant d'obtenir un logement social en Région bruxelloise, selon la réglementation en vigueur pour l'année de détermination des revenus.

Pour déterminer le montant des revenus visés à l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'additionner les

revenus du père et de la mère, de la ou des personnes assumant l'autorité parentale sur les enfants, même si l'un d'eux n'est pas domicilié à Woluwe-Saint-Lambert.

Afin d'attester de leurs revenus, les personnes visées à l'alinéa 2 produiront, au service communal désigné par le Collège, une copie de leur avertissement-extrait de rôle à l'impôt des personnes physiques pour l'année précédant celle de la demande de l'octroi d'un CS.

Si, au cours de l'année, les revenus des personnes visées aux alinéas 1^{er} et 2 ont connu une modification d'une ampleur telle qu'ils correspondent aux critères permettant d'obtenir un logement social en Région bruxelloise, le Collège des bourgmestre et échevins peut octroyer un CS.

Article 3.

La demande d'octroi d'un CS doit être introduite au plus tard le 30 septembre de chaque année. Elle doit être adressée au Collège des bourgmestre et échevins, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, en complétant valablement le formulaire disponible auprès du service communal désigné par le Collège ou sur le site internet de la commune. Si la demande n'est pas dûment complétée, elle est déclarée irrecevable par le service communal.

Les demandes sont traitées par ordre chronologique d'introduction et dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Article 4.

Par l'octroi du CS, la commune prend en charge 50 %, avec un maximum de 175 EUR, du montant de la cotisation annuelle d'affiliation à un club sportif ou à une association sportive, reconnu(e) par le Collège. Plusieurs CS peuvent être octroyés par an et par enfant, pour autant que le montant total ne dépasse pas celui de 175 EUR/an.

Article 5.

Le montant du ou des CS octroyé(s) par le Collège est versé directement au club sportif ou à l'association sportive concernée.

Avant que ce montant ne soit versé, les personnes visées à l'article 1^{er} apporteront la preuve du versement de la part de la cotisation due au club sportif ou à l'association sportive concerné(e), qui leur incombe. A défaut, le service communal désigné par le Collège ne mandatera pas le paiement du CS comme indiqué à l'alinéa précédent.

Le service communal invite les personnes désignées à l'article 1^{er} à transmettre cette preuve dans un délai de 30 jours.

Article 6.

Le Collège des bourgmestre et échevins arrête, chaque année, au 31 décembre au plus tard, la liste des clubs sportifs ou associations sportives qui participent à l'octroi du CS. Cette liste est publiée, dans les 15 jours calendrier de la décision du Collège, sur le site internet de la commune et est communiquée aux clubs sportifs et aux associations sportives, ainsi qu'à toute personne pouvant bénéficier de l'application du présent règlement.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Dienst Sport - Sportcheques - Toekenningsvoorwaarden - Wijzigingen - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het College van burgemeester en schepenen, in zitting van 06/03/2008, de bepalingen en voorwaarden heeft goedgekeurd tot toekenning van sportcheques waarvan het dossierbeheer door de vzw Sportfonds werd verzorgd;

Overwegende dat het College van burgemeester en schepenen, in zitting van 02/09/2010, kennis heeft genomen van een aanvulling op deze bepalingen en toekenningsvoorwaarden;

Overwegende dat de vzw JJY - Sportfonds, ten gevolge van de nakende ontbinding, niet langer de aanvraagdossiers met betrekking tot sportcheques en hun toekenning beheert;

Overwegende dat deze opdracht voortaan zal worden uitgevoerd door een gemeentelijke dienst;

Overwegende dat het passend is om een reglement goed te keuren dat de toegang tot sport garandeert voor een zo groot mogelijk aantal personen;

Overwegende dat de kredieten hiertoe ingeschreven zullen worden op artikel 76400/331-01;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 117;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 26/03/2020;

BESLUIT om onderstaande reglement goed te keuren:

REGLEMENT MET BETREKKING TOT HET VERLENEN VAN SPORTCHEQUES

Artikel 1.

Het College van burgemeester en schepenen organiseert de uitreiking van een sportcheque (hierna genaamd "SC"), volgens de modaliteiten van dit reglement, aan personen die woonachtig zijn te Sint-Lambrechts-Woluwe, die ouder zijn of die het ouderlijk gezag uitoefenen over één of meerdere kinderen van 6 tot 18 jaar op het ogenblik van de aanvraag en die bovendien ook woonachtig zijn in de gemeente.

Artikel 2.

De in artikel 1 bedoelde personen wier inkomen voor het jaar voorafgaand aan dat van het verzoek voldoet aan de criteria voor het verkrijgen van sociale huisvesting in het Brussels Gewest, volgens de geldende regels voor dat jaar van inkomensbepaling, kunnen de toekenning van een SC aanvragen.

Om het in lid 1 bedoelde inkomen te bepalen, moet het inkomen van de vader en de moeder, van de persoon of personen die het ouderlijk gezag over de kinderen op zich nemen, worden opgeteld, ook als een van hen niet woonachtig is te Sint-Lambrechts-Woluwe.

Om hun inkomen te bewijzen verstrekken de in lid 2 bedoelde personen aan de door het College aangeduide dienst een kopie van hun laatste aanslagbiljet personenbelasting,

betrekking hebbend op het jaar voorafgaand aan dat van het verzoek tot toekenning van een SC.

Indien het inkomen van de in de leden 1 en 2 bedoelde personen gedurende het jaar een zodanige wijziging heeft ondergaan dat zij beantwoorden aan de criteria die het mogelijk maken om sociale huisvesting te verkrijgen in het Brussels Gewest, kan het College van burgemeester en schepenen een SC verlenen.

Artikel 3.

De aanvraag tot toekenning van een SC wordt ingediend ten laatste op 30 september van elk jaar. Ze wordt geadresseerd aan het College van burgemeester en schepenen, Paul Hymanslaan 2 te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, via een geldig ingevuld aanvraagformulier, verkrijgbaar bij de door het College aangeduide dienst of op de website van de gemeente. Indien de aanvraag niet naar behoren is ingevuld, wordt het door de gemeentelijke dienst niet-ontvankelijk verklaard.

Verzoeken worden verwerkt in chronologische volgorde van binnenkomst en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten.

Artikel 4.

Bij toekenning van een SC neemt de gemeente 50 % ten laste van het bedrag van een jaarabonnement, begrensd tot 175 EUR, bij een sportclub of sportvereniging die erkend is door het College. Meerdere SC kunnen worden toegekend per jaar en per kind in zoverre het totale bedrag 175 EUR/jaar niet overschrijdt.

Artikel 5.

Het bedrag van de door het College toegekende SC wordt rechtstreeks betaald aan de betrokken sportclub of sportvereniging.

Voordat dit bedrag wordt uitbetaald, zullen de in artikel 1 bedoelde personen een betalingsbewijs overleggen van het deel van het abonnement dat ze verschuldigd zijn aan de betrokken sportclub of sportvereniging. Bij ontstentenis hiervan zal de door het College aangewezen gemeentelijke dienst de betaling van de SC niet goedkeuren zoals aangegeven in het vorige lid.

De gemeentelijke dienst nodigt de in artikel 1 aangewezen personen uit om dit bewijs binnen 30 dagen toe te sturen.

Artikel 6.

Het College van burgemeester en schepenen stelt jaarlijks, uiterlijk op 31 december, een lijst op van sportclubs of sportverenigingen die deelnemen aan de toekenning van de SC. Deze lijst wordt binnen 15 kalenderdagen na de beslissing van het College gepubliceerd op de website van de gemeente en wordt meegedeeld aan sportclubs en sportverenigingen, en aan iedereen die baat kan hebben bij de toepassing van dit reglement.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Tutelle sur le CPAS - Voogdij over het OCMW

27.04.2020/A/0022 **Wolu-Facilities - Compte 2019 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu les articles 89, 111 et 118 à 135 de la loi du 08/07/1976 organique des centres publics d'action sociale, telle que modifiée ;

Vu le compte de Wolu-Facilities, association régie par la loi du 08/07/1976, pour l'exercice 2019 arrêté par son Assemblée générale le 25/03/2020 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/04/2020 ;

DECIDE d'approuver le compte de Wolu-Facilities, association régie par la loi du 08/07/1976, pour l'exercice 2019 qui se présente comme suit :

1. SERVICE D'EXPLOITATION

1.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	
non-valeurs/irrecouvrables déduits	6.135.442,78 EUR
Dépenses engagées nettes	6.070.775,82 EUR

Résultat - Boni 64.666,96 EUR

1.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	5.073.700,28 EUR
Paiements effectués	5.836.439,89 EUR

Résultat - Solde négatif 762.739,61 EUR

2. SERVICE D'INVESTISSEMENTS

2.1. RESULTAT COMPTABLE

Droits constatés nets	244.453,26 EUR
Dépenses engagées nettes	198.554,28 EUR

Résultat - Boni 45.898,98 EUR

2.2. RESULTAT FINANCIER

Recettes réalisées	156.152,09 EUR
Paiements effectués	171.110,24 EUR

Résultat - Solde négatif	14.958,15 EUR
	=====

L'intitulé de la présente décision sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Wolu-Facilities - Rekening 2019 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikelen 89, 111 en 118 tot 135 van de organieke wet van 08/07/1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, zoals gewijzigd;

Gelet op de rekening van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan de wet van 08/07/1976, voor het dienstjaar 2019 vastgesteld door de Algemene vergadering op 25/03/2020;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/04/2020;

BESLIST de rekening van Wolu-Facilities, vereniging onderworpen aan de wet van 08/07/1976, voor het dienstjaar 2019 goed te keuren, die de volgende resultaten weergeeft:

1. EXPLOITATIEDIENST

1.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten, met aftrek van kwade posten / oninbare	6.135.442,78 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	6.070.775,82 EUR

Resultaat - Overschot	64.666,96 EUR
	=====

1.2. FINANCIËEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	5.073.700,28 EUR
Gedane uitgaven	5.836.439,89 EUR

Resultaat - Negatieve saldo	762.739,61 EUR
	=====

2. INVESTERINGSDIENST

2.1. BOEKHOUDKUNDIG RESULTAAT

Netto vastgestelde rechten	244.453,26 EUR
Netto vastgestelde uitgaven	198.554,28 EUR

Resultaat - Overschot	45.898,98 EUR
	=====

2.2. FINANCIËEL RESULTAAT

Geïnde ontvangsten	156.152,09 EUR
Gedane uitgaven	171.110,24 EUR

Resultaat - Negatieve saldo	14.958,15 EUR
	=====

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Cultes - Erediensten

27.04.2020/A/0023 **Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » - Compte 2019 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2019 de l'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la Région bruxelloise ;

Considérant qu'il n'y a aucune répartition entre les 19 communes ;

Considérant que ce compte est clôturé avec un boni de 51.718,81 EUR, sans intervention communale ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le compte de l'exercice 2019 de l'Eglise Anglicane Unifiée « Holy Trinity » qui est clôturé comme suit, sans intervention communale :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
200.489,66 EUR	148.770,85 EUR	51.718,81 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity" - Rekening 2019 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2019 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity" die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van het Brussels Gewest;

Overwegende dat er geen verdeling tussen de 19 gemeenten is;

Overwegende dat de rekening afgesloten werd met een batig saldo van 51.718,81 EUR, zonder gemeentelijke tegemoetkoming;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

BESLIST een gunstig advies te geven over de rekening van het dienstjaar 2019 van de Verenigde Anglicaanse Kerk "Holy Trinity", die als volgt werd afgesloten, zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Batig saldo</u>
200.489,66 EUR	148.770,85 EUR	51.718,81 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0024 **Fabrique d'église Sainte-Famille - Compte 2019 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le compte pour l'exercice 2019 de la Fabrique d'église Sainte-Famille qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce compte se clôture avec un boni au service ordinaire de 13.321,06 EUR et un boni au service extraordinaire de 13.528,23 EUR ;

Considérant dès lors que le compte pour l'exercice 2019 a été clôturé avec un boni de 26.849,29 EUR ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le compte de l'exercice 2019 de la Fabrique d'église Sainte-Famille qui est clôturé comme suit :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
62.067,68 EUR	35.218,39 EUR	26.849,29 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Heilige-Familie kerkfabriek - Rekening 2019 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Heilige-Familie die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze rekening afgesloten werd op de gewone dienst met een batig saldo van 13.321,06 EUR en op de buitengewone dienst met een batig saldo van 13.528,23 EUR;

Overwegende dat bijgevolg de rekening van het dienstjaar 2019 afgesloten werd met een batig saldo van 26.849,29 EUR;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

BESLIST een gunstig advies te geven over de rekening van het dienstjaar 2019 van de Kerkfabriek Heilige-Familie, die als volgt werd afgesloten:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Batig saldo</u>
62.067,68 EUR	35.218,39 EUR	26.849,29 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-

President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0025 **Fabrique d'église Sainte-Famille - Budget 2020 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2020 de la Fabrique d'église Sainte-Famille qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire de la commune ;

Considérant que ce budget est présenté en boni de 12,63 EUR, sans intervention communale ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le budget adapté de l'exercice 2020 de la Fabrique d'église Sainte-Famille qui est présenté en boni, sans intervention communale :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>	<u>Excédent</u>
38.267,63 EUR	38.255,00 EUR	12,63 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Heilige-Familie kerkfabriek - Begroting 2020 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Heilige-Familie die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeente;

Overwegende dat deze begroting met een batig saldo van 12,63 EUR voorgesteld wordt, zonder gemeentelijke tegemoetkoming;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

BESLIST een gunstig advies te geven over de aangepaste begroting voor het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Heilige-Familie die wordt voorgesteld met een batig saldo, zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>	<u>Batig saldo</u>
38.267,63 EUR	38.255,00 EUR	12,63 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar de Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0026 **Fabrique d'église Notre-Dame de l'Assomption - Budget 2020 - Avis.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance régionale du 19/02/2004 modifiant le décret impérial du 30/12/1809 concernant les fabriques d'église ;

Vu la loi du 27/03/2006 modifiant la loi du 04/03/1870 sur le temporel des cultes ;

Vu l'ordonnance régionale du 18/07/2002 portant diverses réformes en vertu de la loi spéciale du 13/07/2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés ;

Vu le budget pour l'exercice 2020 de la Fabrique d'église Notre-Dame de l'Assomption qui est soumis à l'avis du Conseil communal ;

Considérant que la circonscription de cette paroisse s'étend sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert et de Woluwe-Saint-Pierre ;

Considérant que ce budget est présenté en équilibre, sans intervention financière de la commune ;

Vu les articles 117, 255 et 256 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 09/04/2020 ;

DECIDE d'émettre un avis favorable sur le budget de l'exercice 2020 de la Fabrique d'église Notre Dame de l'Assomption qui est présenté en équilibre, sans intervention communale :

<u>Recettes</u>	<u>Dépenses</u>
45.745 EUR	45.745 EUR

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart kerkfabriek - Begroting 2020 - Advies.

DE RAAD,

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 19/02/2004 tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30/12/1809 betreffende de kerkfabrieken;

Gelet op de wet van 27/03/2006 tot wijziging van de wet van 04/03/1870 op het tijdelijke van de erediensten;

Gelet op de gewestelijke ordonnantie van 18/07/2002 houdende diverse hervormingen krachtens de bijzondere wet van 13/07/2001 houdende overdracht van diverse bevoegdheden aan de gewesten en de gemeenschappen;

Gelet op de begroting voor het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart die, voor advies, aan de Gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat de gebiedsomschrijving van deze parochie zich uitstrekt op het grondgebied van de gemeenten Sint-Lambrechts-Woluwe en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende dat deze begroting in evenwicht voorgesteld wordt, zonder financiële tegemoetkoming van de gemeente;

Gelet op artikelen 117, 255 en 256 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 09/04/2020;

BESLIST een gunstig advies te geven over de begroting voor het dienstjaar 2020 van de Kerkfabriek Onze-Lieve-Vrouw Hemelvaart die in evenwicht wordt voorgesteld, zonder gemeentelijke tegemoetkoming:

<u>Ontvangsten</u>	<u>Uitgaven</u>
45.745 EUR	45.745 EUR

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Recette - Gemeentekas

27.04.2020/A/0027 **Budget 2020 - Modification 1 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu le budget initial de l'exercice 2020 ;

Vu l'arrêté royal du 02/08/1990 portant le règlement général de la comptabilité communale, tel que modifié ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire au budget 2020 des crédits de fonctionnement liés à la crise sanitaire actuelle ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/04/2020 ;

DECIDE :

- le budget de l'exercice 2020 est modifié conformément aux indications annexées ;

- le nouveau résultat du budget est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

SERVICE ORDINAIRE			
MODIFICATION N° 1			
BALANCE DES RECETTES ET DES DEPENSES			
Selon la présente délibération			
	Recettes	Dépenses	Solde
Budget initial / M.B. précédente	124.775.299,00	113.443.972,64	11.331.326,36
Augmentation des crédits		497.000,00	-497.000,00
Diminution des crédits			
Résultat	124.775.299,00	113.940.972,64	10.834.326,36

La présente délibération sera transmise, pour approbation, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

36 votants : 36 votes positifs.

Begroting 2020 - Wijziging 1 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de initiële begroting voor het dienstjaar 2020;

Gelet op het koninklijk besluit van 02/08/1990 houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit, zoals gewijzigd;

Overwegende dat het nodig is in de begroting 2020 werkingskredieten in te schrijven met betrekking tot de huidige gezondheidscrisis;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/04/2020;

BESLIST:

- de begroting van het dienstjaar 2020 wordt gewijzigd overeenkomstig de toelichtingen in bijlage;
- het nieuw resultaat van de begroting wordt vastgesteld zoals vermeld in de hiernavolgende tabel:

GEWONE DIENST			
WIJZIGING NR. 1			
BALANS VAN DE ONTVANGSTEN EN UITGAVEN			
Volgens deze beraadslaging			
	Ontvangsten	Uitgaven	Saldo
Initiële begroting / Vorige begrotingswijziging	124.775.299,00	113.443.972,64	11.331.326,36
Verhoging van de kredieten		497.000,00	-497.000,00
Vermindering van de kredieten			
Resultaat	124.775.299,00	113.940.972,64	10.834.326,36

Deze beraadslaging zal, ter goedkeuring, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

27.04.2020/A/0028 **Caisse communale - Procès-verbal de vérification du 1er trimestre 2020 - Prise de connaissance.**

LE CONSEIL,

Vu le procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal du 1^{er} trimestre 2020 établi le 24/03/2020 par le receveur communal ;

Vu l'article 131 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/04/2020 ;

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de vérification de l'encaisse du receveur communal pour le 1^{er} trimestre 2020.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentekas - Proces-verbaal van verificatie van het 1e trimester 2020 - Kennisneming.

DE RAAD,

Gelet op het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger van het 1e trimester 2020 opgesteld op 24/03/2020 door de ontvanger;

Gelet op artikel 131 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 02/04/2020;

NEEMT KENNIS van het proces-verbaal van verificatie van de kas van de gemeenteontvanger voor het 1e trimester 2020.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Promotion du patrimoine - Promotie van het patrimonium

27.04.2020/A/0029 **ASBL Les Territoires de la Mémoire - Convention - Renouvellement - Subvention 2020 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'une subvention, d'un montant de 1.440 EUR, a été prévue au budget 2020 à l'article 76305/332-02 en faveur de l'ASBL Les Territoires de la Mémoire ;

Considérant qu'il y a lieu de sensibiliser les jeunes générations aux dangers du racisme, de la xénophobie et de la résurgence des idées d'extrême droite, de faire prendre conscience des excès auxquels peuvent aboutir les exclusions, de favoriser un consensus démocratique et la construction d'une société juste, progressiste et fraternelle ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestres et échevins du 19/03/2020 ;

DECIDE :

- de procéder à la signature de la convention de partenariat avec l'ASBL Les Territoires de la Mémoire ;
- de confirmer l'octroi d'une subvention d'un montant de 1.440 EUR, inscrite au budget 2020 à l'article 76305/332-02/3083, à l'ASBL Les Territoires de la Mémoire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-

Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

36 votants : 36 votes positifs.

**Vzw "Les Territoires de la Mémoire" - Overeenkomst - Vernieuwing - Subsidie 2020
- Goedkeuring.**

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn